

Fin 1965 se réunit, à La Havane, la première conférence tricontinentale, « *Organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine* » (OSPAAAL). Son objectif : créer un « *front de lutte anti-impérialiste* », pour « *tenir tête à l'agression du bloc capitaliste* », sans tomber pour autant « *dans la dépendance du grand frère socialiste dont l'aide est primordiale, mais qui, au-delà des grandes déclarations de principe, mène à l'échelon mondial sa politique de grande puissance et de deuxième bloc* ». L'éditeur François Maspero retrace ainsi l'histoire du mouvement étroitement lié à la stratégie révolutionnaire castriste et de la revue *Tricontinental* dont il publia, sur la lancée de la conférence, la version française, dans l'introduction concise et clairvoyante d'une nouvelle série. Le premier numéro qui vient de paraître est consacré aux rapports ambigus entre la France et l'Afrique (1).

La conférence de La Havane sera marquée par le différend idéologique entre dirigeants cubains — « Che » Guevara est parti combattre sur « *d'autres terres du monde* » — et le rapprochement accentué par M. Fidel Castro entre son pays et l'U.R.S.S. Il ne fait guère de doute que ce « virage » a porté ombrage à l'ébauche d'une nouvelle internationale du tiers-monde, plus radicale que le Mouvement des non-alignés. Néanmoins, celle-ci va semer quelque inquiétude en Occident et notamment aux Etats-Unis. M. François Maspero, avec le recul du temps, reconnaît pourtant que tout n'était pas clair dans les desseins cubains. Et c'est sans doute pour quoi une certaine imprécision recouvrait le rôle de la nouvelle organisation quand bien même ses promoteurs étaient convenus d'unir leurs efforts pour venir en aide aux mouvements de libération, d'opérer au niveau mondial, une « *division du travail* » entre l'U.R.S.S. « *centre légitime du socialisme* », Cuba fer de lance de la révolution et les « foyers » insurrectionnels animés par le « Che ». Mais sa mort en 1967 vint rompre l'un des maillons de la chaîne et porta un coup à l'OSPAAAL qui n'eut, à vrai dire, qu'une éphémère existence pratique. En 1981, il n'en reste plus qu'une adresse à La Havane ! Et Cuba n'est pas parvenu à rallumer la flamme de la *Tricontinental* à la présidence du Mouvement des pays non alignés, bien qu'il exerce sa solidarité révolutionnaire « *tous azimuts* ».

Ne pouvant sans doute pas présenter un tel avenir à la *Tricontinental*, et cherchant un bouc émissaire aux événements de mai 1968, le ministre de l'intérieur, M. Marcellin, interdit la version française en s'appuyant sur un article d'une loi sur la presse promulguée par le gouvernement Daladier de 1939 prohibant la publication d'écrits — et non pas leur contenu — en « *provenance de l'étranger* » ! Et il engagea de longues poursuites contre son éditeur et directeur, l'entraînant dans d'interminables et coûteux procès. La revue ne publia pourtant pas que des textes « *en provenance de l'étranger* ». Elle se

voulait un instrument « *théorique et d'information au service des luttes révolutionnaires des trois continents* » et bien qu'elle donnât des documents importants et inédits ayant valeur historique, M. François Maspero convient aujourd'hui qu'elle semblait être « *partie pour être médiocre* », n'avait été la publicité que lui assura le gouvernement français. Aussi bien dut-elle arrêter sa diffusion au douzième numéro (2).

Au nom de la « *liberté d'expression* » dont se prévaut M. Giscard d'Estaing, *Tricontinental* reparait dans une nouvelle série au format de poche, sous la responsabilité du même éditeur. Il entend, précise-t-il dans son introduction, donner une forme et des orientations de travail différentes de celles de l'entreprise initiale.

On ne trouvera dans le premier numéro « *ni une (ligne) politique sur la question française et l'Afrique, ni un discours académique (...). L'expérience a montré que, au-delà des pétitions de principe sur « l'impérialisme français en Afrique », la connaissance de ses mécanismes concrets restait souvent très pauvre.* » D'où toute une série d'articles courts — analyses ou points de vue — d'auteurs très variés, tous familiers du sujet : le mode de développement (et) de domination économique, la faim, l'exploitation des paysans et des travailleurs émigrés (René Dumont, Claude Meillassous, Sophie Bessis, Libération - Afrique, Dominique Rega, Jean-Claude Willame), les interventions françaises et ses outils (Antoine Sanguinetti, Thomas Jallaud, Roger Faligot), les orientations de la coopération et de la présence française (Albert Bourgi, Gérard Grellet), le cadre historique et l'enjeu de l'engagement de la France en Afrique (Edmond Jouve, Antoine Bouillon, Yves Benot, etc.).

Ce dossier est un utile contrepoint à une abondante littérature conventionnelle sur un thème volontiers tabou, évitant cependant les écueils du pamphlet militant.

GÉRARD VIRATELLE.

(1) 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris. 227 pages. Le numéro : 25 F.

(2) Tous ces numéros sont disponibles à la même adresse. Chaque numéro : 8 F.